



Input Conférence de presse - Urs Leugger

Chères et chers représentants des médias,

Merci pour votre intérêt et bienvenue à la conférence de presse du Comité de soutien à l'Initiative biodiversité, sur laquelle nous voterons le 22 septembre.

Les personnes suivantes présenteront, dans l'ordre, nos arguments :

- Sarah Pearson Perret, directrice romande de Pro Natura
- Franziska Grossenbacher, directrice adjointe de la Fondation suisse pour le paysage
- Matthias Jauslin, membre du conseil de la Fondation suisse pour la protection et l'aménagement du paysage et conseiller national argovien
- Raffael Ayé, directeur de BirdLife Suisse
- Et moi-même, Urs Leugger, Directeur de Pro Natura.

Une séance de questions-réponses est prévue à l'issue de la conférence, et nous nous tenons volontiers à votre disposition pour des entretiens individuels.

Plus de 60 organisations et partis nationaux, et plus de 80 organisations et partis cantonaux, ainsi que des centaines de groupes locaux soutiennent l'Initiative biodiversité. Au sein de différents comités, ils mènent main dans la main une campagne engagée et importante dans tout le pays.

Grâce à l'Initiative biodiversité, nous pouvons mieux protéger notre source de vie - la biodiversité. L'initiative préserve en outre nos paysages variés et nos villages avec leur patrimoine architectural, qui caractérisent la Suisse et où nous nous sentons bien.

Mais la destruction insidieuse de notre nature, ainsi que les pertes en matière de paysages et de patrimoine bâti sont alarmantes. Cela a de graves conséquences sur notre santé, sur l'économie et sur l'avenir de nos enfants et petits-enfants.

Notre petit pays présente une grande variété de milieux naturels, avec une grande diversité d'espèces, grâce à d'importants dénivelés et des paysages diversifiés. Mais nous ne prenons pas suffisamment soin de ce trésor naturel.

Concernant la crise de la biodiversité, les faits sont inquiétants :

- La moitié des milieux naturels sont menacés. Depuis 1900, nous avons perdu près de 7600 kilomètres carrés de milieux riches en espèces – tels que les prairies sèches, les zones alluviales ou les marais. Cela correspond à la surface des cantons de Berne et de Fribourg ou à un cinquième de la surface totale de notre pays. La situation devient difficile pour les espèces qui dépendent de ces milieux naturels ;
- Aujourd'hui, un tiers des espèces animales et végétales de Suisse sont menacées ou déjà éteintes, et figurent sur listes rouges.

La proportion d'espèces animales et végétales menacées est nettement plus élevée chez nous que dans les pays voisins et, selon l'OCDE, que dans la plupart des autres pays industrialisés.

Et nous nous trouvons également en queue de peloton européen pour ce qui est des aires protégées – aux côtés de la Bosnie-Herzégovine et de la Turquie. Il y a plus de cent ans, nous avons été le premier pays européen à créer un parc national alpin. Mais depuis, les initiatives en



ce sens ont été bien trop rares, bien que nous sachions que protéger et utiliser ne s'excluent pas mutuellement.

Au contraire, dans la grande majorité des régions, protection et utilisation vont de pair. Une exploitation forestière et agricole adaptée est possible - et même parfois nécessaire - pour atteindre les objectifs de protection. Il existe déjà chez nous quelques exemples de succès comme :

- Production d'énergie et renaturation du paysage lors de la rénovation de la centrale au fil de l'eau de Hagneck dans le canton de Berne
- Biodiversité et agriculture dans une grande partie de la zone agricole du canton de Genève.
- Le projet Parco del Laveggio, un parc naturel qui relie les secteurs industriels et d'habitation, en leur offrant des paysages ouverts et des espaces naturels.

Aujourd'hui, ce n'est pas seulement la quantité, mais aussi la qualité des milieux naturels qui recule. Les surfaces s'uniformisent, et une minorité d'espèces végétales identiques prennent le dessus.

De nombreux milieux naturels disparaissent en raison de l'intensification de l'utilisation du sol, de l'urbanisation, de l'imperméabilisation et du morcellement. Chaque année en Suisse, la surface construite augmente de 20 kilomètres carrés. Si nous poursuivons à ce rythme, dans 40 ans, les zones urbanisées auront doublé.

Les causes de la perte progressive de la biodiversité sont les suivantes :

- le drainage des zones humides et l'aménagement des cours d'eau
- l'exploitation intensive qui utilise des engrais, des pesticides et des machines lourdes
- les néophytes envahissantes qui prolifèrent au détriment des espèces indigènes
- un manque de moyens pour entretenir les zones protégées
- le changement climatique, qui modifie les conditions de vie de la faune et de la flore.

La Suisse a certes signé la Convention sur la Diversité Biologique (CDB) et le Conseil fédéral a dans un premier temps adopté la bonne stratégie pour la biodiversité, mais a mis en œuvre un plan d'action insuffisant. Actuellement, l'action de la Confédération et des cantons en faveur de la biodiversité est loin d'être suffisante pour stopper ou même ralentir la tendance négative en matière de diversité biologique.

Il est nécessaire d'agir. C'est également l'avis du Conseil fédéral, qui écrit : « Il est urgent d'agir fermement pour protéger les services apportés par la biodiversité »

Les cantons, les villes, les communes, le Parlement, les régions de montagne, economiesuisse, l'Union suisse des paysans ou l'OCDE affirment également que nous devons prendre soin de la biodiversité, notre source de vie. Les milieux scientifiques parlent du début d'une sixième extinction de masse, cette fois-ci provoquée par l'être humain.

La tendance doit être inversée. En disant oui à l'Initiative biodiversité, nous donnons au Conseil fédéral et au Parlement le mandat de définir les surfaces, les moyens et les instruments nécessaires. Ce n'est pas un luxe, c'est une urgence. Il en va de notre survie.

Je passe maintenant la parole à la directrice romande de Pro Natura, Sarah Pearson Perret.